

Audience publique du 27 octobre 2020

Recours formé par Monsieur ..., ...,
contre cinq décisions du ministre en charge des Transports
en matière de permis de conduire

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 44274 du rôle et déposée le 16 mars 2020 au greffe du tribunal administratif par Maître Bouchra FAHIME, avocat à la Cour, assistée par Maître Sylvie FREITAS, avocat, toutes les deux inscrites au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., né le ..., demeurant à L-..., tendant principalement à la réformation et subsidiairement à l'annulation (i) d'une décision du ministre du Développement durable et des Infrastructures du 6 juillet 2017 l'informant du retrait de deux points dont est doté son permis de conduire et constatant que le solde des points restants est réduit à dix, (ii) d'une décision du même ministre du 17 novembre 2017 l'informant du retrait de deux points dont est doté son permis de conduire et constatant que le solde des points restants est réduit à huit, (iii) d'une décision du même ministre du 20 février 2018 l'informant du retrait de deux points dont est doté son permis de conduire et constatant que le solde des points restants est réduit à six, (iv) d'une décision du ministre de la Mobilité et des Travaux publics du 6 décembre 2019 l'informant du retrait de deux points dont est doté son permis de conduire et constatant que le solde des points restants est réduit à zéro, et (v) d'une décision de ce même ministre du 6 décembre 2019 portant suspension de son droit de conduire pour une période de 12 mois, ainsi que contre (vi) la décision confirmative de refus du même ministre du 12 février 2020 ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 19 mai 2020 ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif le 1^{er} juillet 2020 par Maître Bouchra FAHIME pour compte de Monsieur ... ;

Vu le mémoire en duplique du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 7 août 2020 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment les décisions déférées ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Madame le délégué du gouvernement Sarah ERNST en sa plaidoirie à l'audience publique du 30 septembre 2020.

Vu l'avis du 9 octobre 2020 du tribunal administratif ayant prononcé la rupture du délibéré ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport complémentaire, et Maître Sylvie FREITAS, en remplacement de Maître Bouchra FAHIME, et Madame le délégué du gouvernement Hélène MASSARD entendues en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 14 octobre 2020.

Suite au paiement de la taxe d'un avertissement taxé qui fut dressé à l'encontre de Monsieur ... en date du 12 juin 2017 pour « *Inobservation de la limite de vitesse de 50 km/h à l'intérieur d'une agglomération, le dépassement étant supérieur à 15 km/h* », le ministre du Développement durable et des Infrastructures informa ce dernier par courrier recommandé du 6 juillet 2017 du retrait de deux points du capital dont fut doté son permis de conduire et du solde restant de dix points.

Par courrier recommandé du 17 novembre 2017, le ministre du Développement durable et des Infrastructures informa Monsieur ... du retrait de deux points du capital dont fut doté son permis de conduire suite au paiement de la taxe d'un avertissement dressé à l'encontre de celui-ci en date du 10 novembre 2017 pour « *Utilisation par le conducteur d'un véhicule en mouvement d'un équipement téléphonique qui ne lui permet pas de garder les deux mains au volant ou au guidon pendant l'écoute et la communication* » tout en précisant que le solde restant de points s'élevait à huit.

Suite au paiement d'un nouvel avertissement taxé dressé à l'encontre de Monsieur ... en date du 10 février 2018 pour « *Fait pour le conducteur utilisant un équipement téléphonique de lâcher le volant ou le guidon d'une main autrement que pour des opérations de mise en service ou d'arrêt de cet équipement, dès que le véhicule conduit est en mouvement* », celui-ci se vit informer par courrier recommandé du 20 février 2018 du ministre du Développement durable et des Infrastructures du retrait de deux points du capital dont fut doté son permis de conduire, ainsi que du solde restant de six points.

Par courrier recommandé du 10 septembre 2018, le ministre du Développement durable et des Infrastructures constata le retrait de quatre points du permis de conduire de Monsieur ... suite à une ordonnance pénale du Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg du 31 janvier 2018, devenue irrévocable le 17 avril 2018 pour des faits remontant au 9 octobre 2017, et constata que le nombre des points est réduit à deux.

Après paiement en date du 29 novembre 2019 d'un nouvel avertissement taxé dressé à son encontre en date du même jour pour « *Fait pour le conducteur utilisant un équipement téléphonique de lâcher le volant ou le guidon d'une main autrement que pour des opérations de mise en service ou d'arrêt de cet équipement, dès que le véhicule conduit est en mouvement* », Monsieur ... se vit, en date du 6 décembre 2019, adresser un courrier recommandé par le ministre de la Mobilité et des Travaux Publics, entretemps en charge du dossier, ci-après désigné par « le ministre », courrier par lequel il fut informé du retrait des deux derniers points du capital dont fut doté son permis de conduire et du solde de zéro points restants.

Par un arrêté du 6 décembre 2019 et suite à la perte de l'intégralité des points dont était affecté le permis de conduire de Monsieur ..., le ministre suspendit pour une durée de douze mois son droit de conduire un véhicule automoteur. Cet arrêté est basé sur les articles et considérants suivants :

« [...] Vu les articles 2bis et 13 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques ;

Vu l'article 90 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques ;

Considérant que Monsieur ..., né le ... à ... et demeurant à L-..., a commis plusieurs infractions à la législation routière sanctionnées par une réduction du nombre de points dont son permis de conduire est doté en vertu de l'article 2bis de la loi modifiée du 14 février 1955 précitée ;

Considérant qu'à chaque infraction ayant donné lieu à une réduction de points, l'intéressé a été informé du nombre de points retirés et du solde résiduel de points ;

Considérant que le capital de points affecté au permis de conduire de l'intéressé est épuisé et qu'il y a donc lieu à application des dispositions du paragraphe 3 de l'article 2bis de la loi modifiée du 14 février 1955 précitée ; [...] ».

Par télécopie de son litismandataire datée au 16 janvier 2020 et envoyée le 29 janvier 2020, Monsieur ... fit introduire un recours gracieux contre l'arrêté ministériel précité du 6 décembre 2019 portant suspension de son droit de conduire pour une durée de douze mois.

Par décision du 12 février 2020, le ministre rejeta ledit recours gracieux dans les termes suivants :

« [...] Par la présente, j'accuse bonne réception de votre télécopie du 29 janvier 2020 concernant le sujet émarginé.

Vous y introduisez un recours gracieux contre la décision ministérielle du 6 décembre 2019 ayant porté suspension du droit de conduire de Monsieur ... précité.

Comme motifs à la base de votre recours, vous invoquez l'erreur manifeste d'appréciation, la situation personnelle de votre mandant, ainsi que le besoin professionnel du permis de conduire.

A titre liminaire, je me permets de vous faire part qu'en vertu des dispositions légales régissant le permis à points, en l'occurrence l'article 2bis de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, le retrait de points suite à un avertissement taxé a lieu de plein droit au moment du paiement de la taxe et la réduction de points suite à une décision judiciaire intervient de plein droit au moment où cette décision devient irrévocable.

Pour ce qui est de votre recours, je me dois de relever que, d'une part, Monsieur ... n'a pas contesté les infractions par lui commises et a à chaque fois procédé au paiement de l'avertissement taxé et, d'autre part, n'a pas interjeté appel contre les jugements qui ont été prononcés à son encontre.

En effet, comme le retrait de points est un acte administratif à compétence liée rattaché à la seule existence, soit d'un avertissement taxé payé, soit d'une décision judiciaire devenue irrévocable, il aurait appartenu à votre mandant, contestant les faits à la base, de

les soumettre au moment donné au contrôle, voire à un recontrôle du juge pénal dans le cadre d'une procédure pénale.

En ce qui concerne votre recours gracieux en vue d'une éventuelle modulation de la suspension du droit de conduire pour tenir compte de la situation personnelle et du besoin professionnel de votre mandant, je me permets de vous informer que selon les dispositions légales en vigueur échappent complètement au ministre, non seulement le choix de la mesure, mais aussi toute possibilité de modulation de celle-ci en fonction de la situation personnelle et financière de la personne concernée.

Au vu des développements qui précèdent, je suis dès lors au regret de ne pas pouvoir donner de suite favorable à votre requête. [...] ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 16 mars 2020, Monsieur ... a fait introduire un recours tendant principalement à la réformation, sinon subsidiairement à l'annulation de la décision ministérielle du 6 juillet 2017 l'informant du retrait de deux points dont est doté son permis de conduire et constatant que le solde des points restants est réduit à dix, de la décision ministérielle du 17 novembre 2017 l'informant du retrait de deux points dont est doté son permis de conduire et constatant que le solde des points restants est réduit à huit, de la décision ministérielle du 20 février 2018 l'informant du retrait de deux points dont est doté son permis de conduire et constatant que le solde des points restants est réduit à six, de la décision ministérielle du 6 décembre 2019 l'informant du retrait de deux points dont est doté son permis de conduire et constatant que le solde des points restants est réduit à zéro, ainsi que de l'arrêté ministériel du 6 décembre 2019 portant suspension de son droit de conduire pour une période de 12 mois et de la décision confirmative de refus du même ministre du 12 février 2020.

Etant donné que ni la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, ci-après désignée par « la loi du 14 février 1955 », ni l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, ci-après désigné par « l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 », ni d'autres dispositions légales ne prévoient de recours au fond en la présente matière, le tribunal de céans est incompétent pour connaître du recours principal en réformation.

Partant, seul un recours en annulation a pu être introduit contre les décisions précitées du ministre.

Dans son mémoire en réponse, le délégué du gouvernement soulève l'irrecevabilité *ratione temporis* du recours subsidiaire en annulation pour autant que celui-ci est dirigé contre les décisions du ministre du Développement durable et des Infrastructures du 6 juillet 2017, du 17 novembre 2017, du 20 février 2018, ainsi que contre la décision du ministre du 6 décembre 2019, décisions à travers lesquelles Monsieur ... a été informé de la réduction de points du capital dont fut doté son permis de conduire, ainsi que du nombre de points restant.

Le demandeur ne prend pas position quant au moyen d'irrecevabilité lui ainsi opposé.

En ce qui concerne la recevabilité du recours, il y a, tout d'abord, lieu de rappeler qu'aux termes de l'article 13 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, « (1) *Sauf dans les cas où les lois ou les*

règlements fixent un délai plus long ou plus court [...], le recours au tribunal n'est plus recevable après trois mois du jour où la décision a été notifiée au requérant ou du jour où le requérant a pu en prendre connaissance. (2) Toutefois, si la partie intéressée a adressé un recours gracieux à l'autorité compétente avant l'expiration du délai de recours fixé par la disposition qui précède ou d'autres dispositions législatives ou réglementaires, le délai du recours contentieux est suspendu et un nouveau délai commence à courir à partir de la notification de la nouvelle décision qui intervient à la suite du recours gracieux. [...] ».

Par ailleurs, en règle générale aucune disposition légale ne prévoit un mode de notification déterminé concernant les décisions administratives individuelles, respectivement les actes administratifs individuels. Dès lors, l'administration n'est pas tenue de notifier ses décisions soit par ministère d'huissier ou par agent assermenté, ni par pli recommandé avec ou sans avis de réception. Toutefois la charge de la preuve de la notification, tout comme celle de la date de la réception de la décision en question par le destinataire incombe à l'administration dont elle émane¹.

Ainsi, et s'il est dès lors admis qu'à défaut de texte spécifique en sens contraire, le seul fait de poster un courrier ne fait pas présumer de sa réception dans les jours suivants, dans la mesure où un courrier peut être égaré par la poste, perdu définitivement ou être remis à son destinataire bien longtemps après sa remise à la poste, il est cependant également admis que pour se ménager une preuve de notification, l'expéditeur peut recourir aux services spécialisés de la lettre recommandée, voire de la lettre recommandée avec accusé de réception².

En l'espèce, et en ce qui concerne une telle preuve de notification, force est de constater qu'en ce qui concerne la décision du 6 juillet 2017, il ressort du dossier administratif que celle-ci en a été expédiée le même jour par lettre recommandée avec avis de réception au domicile légal de Monsieur ..., et que ce dernier en a été avisé le 7 juillet 2017, le courrier ayant toutefois été retourné à son expéditeur avec la mention « *retour non réclamé* ».

Force est dès lors au tribunal de constater que Monsieur ... n'a pas réclamé l'envoi recommandé en question qui était à sa disposition auprès des services postaux. Or, sous peine de vider le mécanisme des notifications postales régulièrement faites de toute sa substance, la notification d'une décision ministérielle, respectivement d'un acte administratif, est réputée faite le jour du dépôt de l'avis par l'agent des postes³, de sorte que le fait que le demandeur n'a pas retiré le courrier litigieux est sans incidence sur la régularité de la notification.

Il s'ensuit que la notification de la décision litigieuse du 6 juillet 2017 à l'adresse officielle du demandeur n'emporte aucune critique, de sorte que le délai de recours contentieux a commencé à courir le 7 juillet 2017, jour du dépôt de l'avis, pour se terminer le 9 octobre 2017, étant précisé que le 7 octobre 2017 était un samedi.

¹ Trib. adm. 27 novembre 2013, n° 31927 du rôle, Pas. adm. 2019, V° Procédure contentieuse, n° 211 et les autres références y citées.

² Cour adm. 17 avril 2008, n° 23846C du rôle, Pas. adm. 2018, V° Procédure contentieuse, n° 218 et les autres références y citées.

³ Trib. adm. 12 février 2007, n° 21859 et 21966 du rôle, Pas. adm. 2019, V° Procédure contentieuse, n° 215 et les autres références y citées.

Le recours sous analyse est dès lors à déclarer irrecevable en ce qu'il est dirigé contre la décision ministérielle du 6 juillet 2017.

Ensuite et en ce qui concerne la recevabilité du recours en ce qu'il est dirigé contre la décision du 17 novembre 2017 informant le demandeur du retrait de deux points dont est doté son permis de conduire, la décision du 20 février 2018 l'informant du retrait de deux points supplémentaires de son permis de conduire et celle du 6 décembre 2019 l'informant du retrait des deux derniers points de son permis de conduire, il convient de retenir que faute pour la partie étatique d'avoir rapporté une quelconque preuve de notification effective desdites décisions ministérielles, il y a lieu de rejeter le moyen d'irrecevabilité *ratione temporis* en ce qui concerne ces mêmes décisions.

Le recours subsidiaire en annulation sous analyse est dès lors à déclarer recevable pour autant qu'il est dirigé contre les décisions ministérielles relatives au retrait de points du permis de conduire du demandeur, datées du 17 novembre 2017, du 20 février 2018 et du 6 décembre 2019, ainsi que contre l'arrêté ministériel du 6 décembre 2019 portant suspension du droit de conduire du demandeur pendant 12 mois et la décision ministérielle confirmative du 12 février 2020, pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

A l'appui de son recours, Monsieur ... rappelle dans un premier temps les faits et rétroactes à la base des décisions entreprises.

En droit, il reproche tout d'abord un « *manque d'information adéquate* » au ministre ayant les transports dans ses attributions.

Il fait plus particulièrement valoir qu'il n'aurait pas été informé au préalable de la possibilité de perdre des points de son permis de conduire à l'issue de l'instance pénale dont il avait fait l'objet et qui a conduit à l'ordonnance pénale prémentionnée du 31 janvier 2018. Ce manque d'information contreviendrait à l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, ci-après désignée par « la CEDH » dans la mesure où il n'aurait pas été mis en mesure de préparer utilement sa défense, pour ne pas avoir été entendu en ses moyens, ne pas avoir fait l'objet d'une citation et ne pas avoir bénéficié d'une audience publique. Tout en contestant encore les faits lui reprochés et ayant conduit à ladite ordonnance pénale, le demandeur précise que s'il avait été préalablement informé du risque de perdre quatre points de son permis de conduire, il aurait formé opposition contre celle-ci. Dans la mesure où il n'aurait toutefois eu connaissance du retrait de quatre points de son permis de conduire après que l'ordonnance pénale était devenue irrévocable, il y aurait lieu d'annuler la décision litigieuse du 6 décembre 2019.

Le délégué du gouvernement conclut au rejet de ce moyen.

L'article 6 de la CEDH dispose que : « *Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement [...] par un tribunal [...] qui décidera [...] du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle. [...]* ».

Il est vrai tel que relevé par le demandeur que dans l'arrêt *Wagner*⁴, la Cour européenne des Droits de l'Homme, ci-après désignée par « la CourEDH », a retenu une violation de l'article 6 de la CEDH aux termes du raisonnement suivant :

⁴ CourEDH, 6 octobre 2011, *Wagner c. Luxembourg*, n° 43490/08 du rôle.

« 28. La Cour rappelle que dès lors qu'une sanction relève du domaine pénal, elle doit pouvoir être contrôlée par un tribunal répondant aux exigences de l'article 6 § 1, même si la Convention ne s'oppose pas à ce que les poursuites et les sanctions relatives aux délits mineurs relèvent en premier lieu des autorités administratives (Öztürk c. Allemagne, 21 février 1984, § 21–22, série A n° 73).

29. Dans l'affaire *Malige* précitée, la Cour a constaté qu'un contrevenant était mis en mesure de contester les éléments constitutifs de l'infraction pouvant servir de fondement à la sanction pénale du retrait de points. Elle a relevé que l'intéressé avait aussi pu contester la réalité de l'infraction pénale, et soumettre aux juges répressifs tous les moyens de fait et de droit qu'il a estimés utiles à sa cause, sachant que sa condamnation entraînerait en outre le retrait d'un certain nombre de points (*Malige c. France*, précité, §§ 47 et 48). Cette information, dès le début de la procédure pouvant aboutir à un retrait de points, avait ainsi mis le contrevenant dans une situation lui permettant d'apprécier l'opportunité des moyens de défense à adopter face à l'accusation dont il faisait l'objet.

30. La Cour constate qu'en droit luxembourgeois, la sanction du retrait de points intervient automatiquement, dès lors qu'est établie la réalité d'une des infractions énumérées à l'article 2 § 2 de la loi de 1955, telle la surcharge d'un véhicule, par le biais d'une condamnation devenue définitive.

31. En l'espèce, contrairement à l'affaire *Malige*, le requérant n'a pas été informé du retrait de points dans le cadre de la procédure pénale. En effet, le simple fait que la législation prévoit le retrait de points, ne saurait, en l'absence d'un renvoi à cette législation au moment où le requérant disposait encore de la faculté de contester les faits qui lui étaient reprochés, être considéré comme portant suffisamment à sa connaissance l'étendue des sanctions qu'il encourait. Dès lors, la Cour retient que le requérant n'a été informé du retrait de points qu'à l'issue de la procédure pénale, c'est-à-dire au moment où l'ordonnance pénale était devenue irrévocable. Or, à ce stade, il ne pouvait plus, au regard de l'automatisme du retrait de points, utilement contester les faits qui lui étaient reprochés. Partant, cette information tardive n'a pas mis le requérant dans une situation lui permettant de préparer utilement et en connaissance de tous les éléments, et plus particulièrement de l'intégralité de la sanction encourue, sa défense contre l'infraction qui lui était reprochée.

32. Ces éléments suffisent à la Cour pour conclure qu'il y a eu violation de l'article 6 § 1 de la Convention. ».

Dans l'arrêt en question, la CourEDH a ainsi conclu à la violation de l'article 6 de la CEDH, alors que la personne intéressée qui, par ordonnance pénale, avait été condamnée pour une infraction à la loi du 14 février 1955 n'a pas été effectivement informée dans le cadre de cette procédure pénale qu'un retrait de points intervient automatiquement dès lors qu'il résulte d'une condamnation pénale que la personne en cause a commis une des infractions entraînant un tel retrait de points. Dans ce cas, la personne concernée n'avait en effet été informée de ce retrait de points qu'à une époque où elle ne pouvait plus contester la matérialité des faits lui reprochés, à savoir dans le cadre de la procédure administrative de retrait automatique, la CourEDH ayant ainsi retenu que la personne en question avait été privée de la possibilité « de préparer utilement et en connaissance de tous les éléments, et plus particulièrement de l'intégralité de la sanction encourue, sa défense contre l'infraction qui lui était reprochée ».

Or, en l'espèce, et contrairement à la situation visée par l'arrêt *Wagner*, le demandeur avait été informé de la réduction automatique de points que pouvait entraîner une condamnation irrévocable dans son chef à un moment où il avait encore la possibilité de contester les faits retenus à son encontre, le demandeur étant actuellement forclos à ce faire, de sorte que ses développements y relatifs sont à rejeter pour défaut de pertinence. En effet, l'ordonnance pénale du 31 janvier 2018, laquelle contient la mention expresse que « *Une condamnation irrévocable à une peine par ordonnance pénale est susceptible d'entraîner en plus une réduction de points du permis de conduire conformément à l'article 2bis de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, par l'intermédiaire du service compétent* », a, d'après les indications y contenues, fait l'objet d'une notification à personne en date du 6 mars 2018, date à laquelle le demandeur avait encore la possibilité de former opposition contre celle-ci, étant précisé à cet égard que ladite ordonnance pénale n'était en effet devenue irrévocable qu'en date du 17 avril 2018. Il s'ensuit que le demandeur a été informé en temps utile de la possibilité de se voir retirer des points en cas de condamnation définitive, une telle information étant suffisante pour permettre au demandeur de faire valoir ses droits de la défense et pour qu'un procès équitable au sens de l'article 6-1 de la CEDH soit garanti, selon les critères retenus par la CourEDH dans l'affaire *Wagner*. Il s'ensuit que le moyen tiré de la violation de l'article 6-1 de la CEDH et d'un défaut d'information adéquate est à rejeter pour ne pas être fondé.

Dans un deuxième temps, le demandeur soulève le « *libellé obscur* » de l'arrêté ministériel du 6 décembre 2019 portant suspension de son droit de conduire, lequel ne serait pas motivé à suffisance. A cet égard, il donne à considérer que ledit arrêté ministériel, outre de se référer à l'article 2bis de la loi du 14 février 1955, se référerait également à l'article 13 de la même loi, article qui ne serait toutefois pas applicable en l'espèce, dans la mesure où il concernerait « *l'interdiction de conduire judiciaire* », et non la suspension du droit de conduire suite à la perte de tous les points du permis de conduire.

L'arrêté ministériel litigieux ferait par ailleurs référence au paragraphe 4ter de l'article 2bis de la loi du 14 février 1955, paragraphe qui n'existerait pas. Compte tenu des dispositions légales inapplicables, respectivement inexistantes contenues dans l'arrêté ministériel litigieux, il en serait pas en mesure d'en saisir la portée, de sorte que ledit arrêté ministériel devrait encourir l'annulation.

Le délégué du gouvernement conclut au rejet dudit moyen.

Force est au tribunal de constater que si dans sa la requête introductive d'instance, le demandeur soutient que l'arrêté ministériel litigieux ne serait « *pas assez motivé* », considération qui relève de la légalité externe de la décision litigieuse, le moyen a toutefois trait à la légalité interne de ladite décision dans la mesure où le demandeur conteste le bien-fondé de la motivation avancée par le ministre en arguant que l'arrêté ministériel litigieux ferait mention de dispositions légales non applicables, respectivement inexistantes.

Il convient de prime abord de relever que l'arrêté ministériel litigieux est basé sur les articles 2bis et 13 de la loi du 14 février 1955 ainsi que sur l'article 90 du règlement grand-ducal précité du 23 novembre 1955.

L'article 2bis, paragraphe 3 de la loi du 14 février 1955 dispose que :

« La perte de l'ensemble des points d'un permis de conduire entraîne pour son titulaire la suspension du droit de conduire. [...] La suspension du droit de conduire est de 12 mois. Dans le cas d'une nouvelle perte de l'ensemble des points d'un permis de conduire intervenant endéans un délai de 3 ans à partir de la date à laquelle une suspension antérieure du droit de conduire a pris fin, la durée de la suspension est portée à 24 mois. [...] ».

Il résulte de ladite disposition légale que la suspension du droit de conduire est la conséquence légale de la perte de l'intégralité des points du permis de conduire, intervenant de plein droit et liant le ministre. La décision portant suspension du droit de conduire se limite partant à tirer la conséquence légale des décisions antérieures ayant procédé à la réduction de points du capital dont est doté le permis de conduire, tout en constituant une décision indépendante desdites décisions antérieures qui sont susceptibles de faire l'objet d'un recours autonome.

Compte tenu du fait que le demandeur a perdu l'ensemble des points de son permis de conduire et ce, suite aux retraits successifs de points intervenus à travers les décisions ministérielles du 6 juillet 2017, 17 novembre 2017, du 20 février 2018, du 10 septembre 2018, et du 6 décembre 2019, décisions dont il ne conteste pas en avoir eu connaissance avant de s'être vu notifier la décision de suspension de son droit de conduire, il est actuellement malvenu d'affirmer ne pas comprendre la portée de l'arrêté ministériel litigieux, lequel ne constitue finalement qu'une conséquence légale de la perte de l'ensemble des points dont fut doté son permis de conduire, la seule référence à l'article 2bis de la loi du 14 février 1955 étant d'ores et déjà suffisante pour permettre au demandeur de comprendre la portée dudit arrêté ministériel.

En ce qui concerne la référence à l'article 13 de la loi du 14 février 1955, force est de constater que si ledit article a effectivement principalement trait au retrait judiciaire du droit de conduire, il n'en reste pas moins qu'il dispose en son point 11 que *« En cas d'interdiction de conduire judiciaire ainsi que de retrait du permis de conduire ou de suspension du droit de conduire par décision administrative⁵, le procureur général d'Etat fait retirer le ou les permis de conduire qui se trouvent en possession de la personne qui fait l'objet de la mesure et provoque le signalement de celle-ci. Lorsque l'interdiction de conduire judiciaire ou la suspension du droit de conduire⁶ concerne une personne qui n'a pas sa résidence normale au Luxembourg, il provoque le signalement de celle-ci.*

Le refus de remettre le ou les permis de conduire aux membres de la police grand-ducale chargés de l'exécution du retrait est puni d'une amende de 251 à 5 .000 euros. Sont punis de la même peine ceux qui omettent de faire inscrire sur le permis de conduire, dans le délai imparti respectivement par le procureur général d'Etat ou le «ministre», la mention de la restriction de son droit de conduire prononcée par décision judiciaire ou administrative⁷ ou la mention de la prorogation ou du renouvellement de la période de stage.».

Ladite disposition légale prévoit encore en son point 12 que *« Le permis de conduire d'une personne frappée par une interdiction de conduire résultant d'une décision judiciaire, d'un retrait ou d'une restriction du permis de conduire par décision administrative, d'une*

⁵ Souligné par le tribunal.

⁶ Souligné par le tribunal.

⁷ Souligné par le tribunal.

suspension du droit de conduire sur base de l'article 2bis⁸ et d'un retrait immédiat du permis de conduire prévu au paragraphe 14 du présent article n'est pas valable pendant le temps que la mesure produit ses effets.

Toute personne qui conduit un véhicule sur les voies publiques sans être titulaire d'un permis de conduire valable, est condamnée à une peine d'emprisonnement de huit jours à «trois ans»³ et à une amende de «500 à 10 .000 euros» ou à une de ces peines seulement .Est puni des mêmes peines le fait de tolérer comme propriétaire ou détenteur la mise en circulation d'un véhicule sur les voies publiques par une personne non titulaire d'un permis de conduire valable. Si toutefois le conducteur du véhicule est en possession d'un permis périmé correspondant au genre de véhicule conduit, une amende de 25 à 250 euros est prononcée.

A travers ses points 11 et 12 l'article 3 de la loi du 14 février 1955 règle dès lors, d'un côté, les formes du retrait effectif du permis de conduire suite à une décision administrative portant, comme en l'espèce suspension du droit de conduire, tout en prévoyant des amendes en cas de refus par la personne concernée de remettre son permis de conduire aux membres de la police grand-ducale, et il précise, de l'autre côté, que le permis de conduire de la personne concernée n'est pas valable pendant la période pendant laquelle la suspension du droit de conduire a été prononcée, tout en prévoyant de nouveau des amendes en cas de non-respect par cette même personne de ladite suspension de conduire.

Ainsi, et contrairement aux affirmations du demandeur, ladite disposition légale trouve application tant en cas de retrait du permis de conduire par une décision judiciaire, qu'en cas de retrait ou de suspension du permis de conduire suite à une décision administrative, de sorte que c'est à tort que les développements du demandeur en ce qui concerne l'inapplicabilité de ladite disposition légale en l'espèce laissent d'être fondés.

En ce qui concerne l'affirmation du demandeur selon laquelle l'article 2bis de la loi du 14 février 1955 ne prévoirait, en dépit de la mention y relative dans l'arrêté ministériel sous analyse, pas de paragraphe 4ter, cette affirmation est également à rejeter pour ne pas être fondée.

En effet et s'il est vrai que la formation complémentaire dont il est fait état à l'article 3 de l'arrêté ministériel litigieux n'est pas prévue à l'article 2bis, paragraphe 4ter de la loi du 14 février 1955, article qui en tant que tel ne se retrouve effectivement pas dans la loi en question, telle qu'elle était applicable au moment de la prise de la décision litigieuse, il n'en reste pas moins que ladite formation complémentaire était néanmoins explicitement prévue au même article 2bis et plus particulièrement au paragraphe 3 de cet article aux termes duquel «[...] *Au cours de la suspension du droit de conduire le titulaire du permis de conduire concerné doit se soumettre à la formation complémentaire prévue au premier alinéa de l'article «4sexies» [...].*».

Dans la mesure où la nécessité pour le demandeur de participer à une formation complémentaire en vue de la restitution de son permis de conduire, telle que relevée par l'arrêté ministériel litigieux, est explicitement consacrée par l'article 2bis de la loi du 14 février 1955, article dont le ministre a fait état dans son ensemble, la seule référence erronée à un paragraphe déterminé ne saurait avoir un quelconque effet sur la légalité de l'arrêté

⁸ Souligné par le tribunal.

ministériel litigieux et le demandeur ne saurait, sans faire preuve d'une certaine mauvaise foi, affirmer ne pas avoir été en mesure de comprendre la portée de l'arrêté ministériel litigieux suite à une telle erreur matérielle.

Le moyen y relatif laisse partant d'être fondé.

En troisième lieu, le demandeur soulève le « *libellé obscur de l'infraction menant à la suspension et à la fausse information* ».

A cet égard, le demandeur fait plaider que l'arrêté ministériel litigieux ne serait pas assez motivé en ce qui concerne l'infraction commise le 12 juin 2017. Il donne plus particulièrement à considérer que s'il résultait de « *la décision ou l'information* » y relative qu'il n'aurait pas observé un signal de limitation de vitesse en agglomération et qu'il se serait rendu coupable d'un dépassement de vitesse supérieur à 15km/h, le dépassement réel de vitesse n'y aurait toutefois pas été précisé. En soutenant que « *la décision* » aurait dû mentionner la vitesse exacte à laquelle il roulait, ce qui n'aurait toutefois pas été le cas, le demandeur estime que celle-ci manquerait de motivation.

Il conteste, par ailleurs, s'être rendu coupable d'un dépassement de vitesse supérieur à 15km/h, le demandeur prétendant à cet égard avoir roulé à 37km/h au lieu de 30km/h. Dans la mesure où le dossier administratif ne contiendrait pas de procès-verbal de la police, ni de preuve de notification de l'avertissement taxé qui lui permettrait de vérifier la vitesse réelle à laquelle il a roulé, ses droits de défense auraient été lésés, alors qu'il ne serait pas en mesure de contester utilement l'infraction lui reprochée.

Le retrait de 2 points suite à la décision ministérielle du 6 juillet 2017, repris dans la décision du 6 décembre 2019, serait dès lors non fondé, le demandeur ajoutant qu'il aurait été mal informé par les membres de la police grand-ducale en ce qui concerne le dépassement effectif de vitesse, de sorte à ne pas avoir eu d'autre choix que de payer l'avertissement taxé et mettant ainsi en cause la légalité formelle de la constatation de l'infraction et de l'information par l'agent responsable.

Dans son mémoire en réplique, le demandeur continue à contester la matérialité des faits lui reprochés ainsi que la légalité des modalités d'information relatives à l'infraction constatée le 12 juin 2017.

Le délégué du gouvernement conclut au rejet du moyen ainsi soulevé.

A travers le moyen sous analyse, le demandeur conteste en substance le bien-fondé du retrait de deux points de son permis de conduire en raison de l'infraction commise le 12 juin 2017, retrait qui fut matérialisé par la décision ministérielle prémentionnée du 6 juillet 2017.

Or, et comme retenu ci-avant, le demandeur est forclos à agir contre ladite décision de retrait de points, laquelle a entretemps acquis force de chose décidée, de sorte que ses développements relatifs à cette même décision sont à rejeter dans leur ensemble.

Néanmoins et dans un souci d'exhaustivité, il convient encore de préciser que l'article 2bis de la loi du 14 février 1955 dispose en son paragraphe 1^{er} que « *Toute réduction de points donne lieu à une information écrite de l'intéressé sur la ou les infractions à l'origine de la réduction de points ainsi que sur le nombre de points dont le permis de conduire*

concerné reste affecté. Les modalités de cette information sont arrêtées par règlement grand-ducal ».

Les modalités de l'information visées à l'article 2bis, précité, sont règlementées à l'article 15, paragraphe 1^{er}, du règlement grand-ducal modifié du 26 août 1993 relatif aux avertissements taxés, aux consignations pour contrevenants non résidents et aux mesures d'exécution de la législation sur la mise en fourrière des véhicules en matière de circulation routière qui dispose que: « *Le ministre des Transports procède à l'imputation des points retirés et en informe l'intéressé endéans les huit jours ouvrables à compter des communications prévues aux articles 13 et 14.*

Cette information est faite sous pli fermé et recommandé dans le cas de déduction de points [...].

2 . L'information prévue au dernier alinéa du paragraphe 2. de l'article 2bis de la loi du 14 février 1955 précitée mentionne le libellé de l'infraction et le nombre de points déduits ainsi que les date et lieu des faits. Elle indique en outre si la déduction des points intervient sur base d'une décision judiciaire ou sur base d'un avertissement taxé. Dans le premier cas l'instance judiciaire, la date de la décision ainsi que la date où cette décision est devenue irrévocable sont mentionnées. Dans le second cas, la date du paiement de la taxe est mentionnée. ».

L'information indique en outre le nombre résiduel de points et comporte, le cas échéant, un rappel sommaire des antécédents ayant entraîné une perte de points. Elle énonce, la possibilité éventuelle de la reconstitution partielle de points ainsi que les voies de recours [...]. ».

L'information du conducteur relative à l'existence de la réduction des points et au nombre afférent est substantielle afin de garantir ses droits. Cette information doit par ailleurs être préalable pour que le conducteur puisse payer et signer l'avertissement taxé en connaissance de tous les éléments en cause, d'autant plus que le paiement de la taxe, s'analyse en une transaction laquelle a pour effet d'arrêter toute poursuite. Si en principe l'arrêt de toute poursuite est bénéfique pour le conducteur, elle lui enlève aussi la possibilité de voir contrôler devant le juge pénal la réalité des faits à l'origine de l'infraction, s'il la conteste. Ce caractère transactionnel attaché au paiement de la taxe devient d'autant plus important à partir du moment où la constatation de l'infraction entraîne de plein droit une réduction du nombre de points affecté au permis de conduire⁹.

En l'espèce, il résulte du reçu de l'avertissement taxé figurant au dossier administratif que Monsieur ... a été verbalisé le 12 juin 2017 à Mamer pour avoir commis une infraction au « Code de la route » et plus précisément pour un dépassement de la vitesse autorisée « 50km/h \neq 30km/h ». Ce reçu porte la mention « *Le contrevenant a été avisé dans les termes de la loi de la réduction de points résultant de l'application du présent avertissement taxé* ». Il est également constant que le demandeur a signé ce reçu et que sa signature est précédée de la mention préimprimée « *lu et approuvé* ». Il est encore constant que la rubrique spéciale encadrée intitulée « *Permis à points Information Pertes de points* » indique la perte de deux

⁹ Trib. adm., 30 juin 2003, n° 16018 du rôle, Pas. adm. 2019, V° Transports, n° 106 et les autres références y citées.

points. En outre, il ressort des pièces versées en cause, et plus particulièrement de la décision ministérielle prémentionnée du 6 juillet 2017, que Monsieur ... a payé la taxe le 30 juin 2017.

En vertu de tout ce qui précède, il convient de retenir que le demandeur a été informé en bonne et due forme non seulement de l'infraction retenue à son encontre, mais également de la réduction de points encourue en cas de paiement de l'avertissement taxé, de sorte que ses contestations y relatives laissent en tout état de cause d'être fondées.

Toujours dans un souci d'exhaustivité et en ce qui concerne les contestations du demandeur quant à la matérialité des faits lui reprochés, il y a lieu de rappeler qu'en vertu de l'article 2bis, paragraphe 2 de la loi du 14 février 1955, la réduction de points intervient de plein droit, à partir du moment où la commission d'une des infractions énumérées audit article a été constatée par un avertissement taxé dont le contrevenant s'est acquitté dans les 45 jours suivant la constatation de l'infraction et que le ministre ne fait que procéder à la réduction conséquente du nombre de points dont le permis de conduire de l'auteur de l'infraction se trouve à ce moment affecté, de sorte que le tribunal est amené à conclure que le ministre n'a aucun pouvoir d'appréciation.

En l'espèce, et en ce qui concerne l'exactitude des faits matériels qui sont à la base de la décision du 6 juillet 2017 portant retrait de deux points du permis de conduire de Monsieur ..., force est de constater qu'il résulte des pièces versées en cause que celui-ci s'est acquitté du prédit avertissement taxé à hauteur de 145,- euros du 12 juin 2017 en date du 30 juin 2017 et a, par l'apposition de sa signature, déclaré avoir été avisé de la réduction de points de son permis de conduire résultant du paiement de cet avertissement taxé.

Force est dès lors de retenir qu'en l'espèce, le demandeur s'est bien acquitté dans les 45 jours suivant la constatation de l'infraction de l'avertissement taxé en question en raison d'une des infractions énumérées à l'article 2bis, paragraphe 2 de la loi du 14 février 1955, à savoir celle visée au point 14) de cette même disposition légale.

En vertu de l'article 2bis paragraphe 2 point 14) de la loi du 14 février 1955, ainsi que de l'article 12 et de l'article 107-15 de l'annexe 1 du règlement grand-ducal du 26 août 1993, l'infraction consistant en l'« *Inobservation d'un signal de limitation de vitesse en agglomération:- le dépassement étant supérieur à 15 km/h* », donne lieu à la réduction de deux points, de sorte que c'est à bon droit que le ministre a, en conséquence du paiement de l'avertissement taxé prémentionné du 12 juin 2017 procédé au retrait de deux points sur le permis de conduire de Monsieur ... et qu'il y a lieu de rejeter le moyen afférent.

Finalement, le demandeur fait plaider que l'arrêté ministériel litigieux du 6 décembre 2019 devrait encourir l'annulation pour être disproportionné. Le demandeur fait plus particulièrement valoir que la loi du 14 février 1955 ne donnerait aucun pouvoir de modulation au ministre en cas de suspension du droit de conduire, alors qu'un tel droit de modulation existerait toutefois en cas de retrait immédiat du permis de conduire. Or, tout recours en annulation devrait prévoir un contrôle de proportionnalité afin de répondre aux exigences des articles 6 et 13 de la CEDH, le demandeur qualifiant la suspension de son droit de conduire de sanction en ce qu'elle s'apparenterait à une peine. Il ne serait dès lors pas tenu compte de la proportionnalité de la sanction, de son individualité, de sa spécialité, de la gravité des faits, du repentir de la personne concernée ou encore de ses antécédents judiciaires, alors même que la suspension du permis de conduire pourrait avoir de graves

conséquences pour la personne concernée, de sorte que l'arrêté ministériel litigieux devrait encourir l'annulation.

Le délégué du gouvernement conclut au rejet de ce moyen.

En ce qui concerne la disproportion alléguée de l'arrêté ministériel litigieux, il convient de relever qu'aux termes de l'article 2bis, paragraphe 2, de la loi du 14 février 1955 :

« [...] Lorsque la réalité d'une infraction entraînant une perte de points est établie dans les conditions qui précèdent, le ministre fait procéder à une réduction conséquente du nombre de points dont le permis de conduire de l'auteur de l'infraction se trouve en ce moment affecté.

Toute réduction de points donne lieu à une information écrite de l'intéressé sur la ou les infractions à l'origine de la réduction de points ainsi que sur le nombre de points dont le permis de conduire concerné reste affecté. [...] ».

Ledit article prévoit dès lors que la suspension du droit de conduire intervient de plein droit, à partir du moment de la perte de l'ensemble des points d'un permis de conduire et que le ministre ne fait que procéder à la suspension conséquente de 12 ou 24 mois du permis de conduire de l'intéressé, de sorte que le tribunal est amené à conclure tel que retenu ci-avant, que le ministre n'a aucun pouvoir d'appréciation.

Le paragraphe 3 du même article dispose que :

« La perte de l'ensemble des points d'un permis de conduire entraîne pour son titulaire la suspension du droit de conduire. Des points négatifs ne sont pas mis en compte. Cette suspension est constatée par un arrêté pris par le «ministre» ; les modalités en sont déterminées par règlement grand-ducal.

La suspension du droit de conduire est de 12 mois. [...] ».

Il résulte des dispositions légales qui précèdent que la suspension du droit de conduire pour une durée de douze mois intervenant sur base de l'article 2bis, paragraphe 3, de la loi du 14 février 1955, précité, est une conséquence légale du retrait de l'ensemble des points dont le permis de conduire est doté, intervenant de plein droit et liant le ministre, dont l'arrêté afférent ne comporte, d'après l'article 2bis, paragraphe 3, précité, que le constat que la personne visée a perdu l'ensemble des douze points dont son permis était affecté suite aux différentes décisions de retrait de points intervenues préalablement. La question de savoir si la mesure prise est proportionnelle par rapport aux faits établis, découle dès lors en matière de permis de conduire, directement du texte de la loi qui a procédé dans ses dispositions à une évaluation des peines applicables¹⁰. En effet, lorsqu'une disposition légale ou réglementaire comporte des conditions objectives ne laissant aucune marge d'appréciation à l'administration quant à la décision à prendre, cette dernière agit dans le cadre d'une compétence liée. Dans pareil cas de figure, l'intervention de l'administration s'opère de

¹⁰ Trib. adm., 29 janvier 2007, n° 21828 du rôle, Pas. adm. 2019, V° Transports, n° 77 et les autres références y citées.

manière mécanique voire automatique en ce qu'elle se limite à entériner une situation de fait ou de droit objective¹¹.

Ainsi, si en l'espèce le tribunal administratif, saisi d'un recours en annulation, a le droit et l'obligation d'examiner l'existence et l'exactitude des faits matériels qui sont à la base de la décision attaquée et de vérifier si les motifs dûment établis sont de nature à motiver légalement la décision attaquée - éléments non mis en cause par le demandeur - , il n'est en revanche pas autorisé à contrôler des considérations d'opportunité se trouvant à la base de l'acte attaqué ainsi qu'une éventuelle disproportionnalité, le nombre de points retenu découlant directement de la loi, de sorte à exclure tout pouvoir d'appréciation dans le chef du ministre et, *a fortiori*, du tribunal^{12 13}.

Cette constatation n'est pas énervée par le renvoi, par le demandeur, à l'article 6 de la CEDH relatif au droit à un procès équitable et à l'article 13 de la CEDH concernant le droit à un recours effectif, étant donné que si la CourEDH a certes retenu qu'un système du retrait de points du permis de conduire, caractérisé par la circonstance que la perte de points résulte de plein droit, soit d'une condamnation prononcée par le juge pénal devenue définitive, soit du paiement de l'amende forfaitaire par le contrevenant impliquant reconnaissance de l'infraction et acceptation tacite du retrait de points, relève de la matière pénale, elle a également retenu qu'un contrôle suffisant au regard de l'article 6, paragraphe 1 de la CEDH se trouve dans la possibilité de contrôle du juge pénal sans qu'il ne soit nécessaire de disposer d'un contrôle séparé supplémentaire de pleine juridiction portant sur le retrait de points¹⁴. A cela s'ajoute que le demandeur n'a même pas, dans le cadre du présent recours, soutenu que la décision litigieuse serait disproportionnée dans son chef, ni dans quelles mesures elle serait disproportionnée, le demandeur s'étant limité à critiquer de manière générale l'impossibilité du ministre et en conséquence du tribunal de vérifier la proportionnalité des décisions en matière de permis à points.

Il s'ensuit que le moyen du demandeur tiré du caractère disproportionné de la décision de suspension est à rejeter.

Il résulte de l'ensemble des considérations qui précèdent et à défaut d'autres moyens que le recours est à rejeter comme étant non fondé.

Dans son mémoire en réplique, le demandeur sollicite encore l'allocation d'une indemnité de procédure de 3000,- euros.

Dans son mémoire en duplique, le délégué du gouvernement soulève l'irrecevabilité de ladite demande de Monsieur ... tendant à l'octroi d'une indemnité de procédure de 3.000,- euros, au motif qu'il s'agirait d'une demande nouvelle modifiant l'objet du litige, qui serait définitivement délimité par la requête introductive d'instance, en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 21 juin 1999.

A titre subsidiaire, il conclut au rejet de ladite demande, au motif qu'elle serait non justifiée compte tenu de l'issue du litige, et qu'elle omettrait en tout état de cause de spécifier la nature des sommes exposées et non comprises dans les dépens.

¹¹ Trib. adm., 20 avril 2015, n° 33808 du rôle, Pas. adm. 2019, V° Actes administratifs, n° 7.

¹² Trib.adm. 12 février 2007, n° 21678, www.ja.etat.lu.

¹³ Voir encore Trib. adm., 9 décembre 2013, n° 29910 du rôle, Pas. adm. 2019, V° Actes administratifs, n° 42.

¹⁴ CEDH, 23 septembre 1998, ... c. France, n° 68/1997/852/1059 du rôle.

Quant au moyen d'irrecevabilité de la demande d'octroi d'une indemnité de procédure, au motif qu'il s'agirait d'une demande nouvelle modifiant l'objet du litige, qui serait définitivement délimité par la requête introductive d'instance, tel que soulevé par le délégué du gouvernement, le tribunal rappelle qu'une demande en allocation d'une indemnité de procédure, qui s'analyse en tant qu'accessoire s'attachant aux prétentions originaires de la partie demanderesse, ne constitue une demande nouvelle ni par sa cause, ni par son objet et peut dès lors être formulée en cours de procédure¹⁵, de sorte que ce moyen d'irrecevabilité est à rejeter.

Ladite demande en allocation d'une indemnité de procédure, bien que recevable, est néanmoins à rejeter compte tenu de l'issue du litige.

En ce qui concerne la demande en allocation d'une indemnité de procédure telle que formulée par la partie étatique dans le cadre de son mémoire en réponse, le délégué du gouvernement concluant au bien-fondé de cette demande en soutenant que le demandeur n'aurait soulevé que des moyens manifestement non fondés, contredits par les pièces du dossier, et ce de manière sommaire uniquement et que la partie étatique, malgré cette situation évidente, aurait néanmoins dû préparer sa défense et instruire le dossier ce qui aurait engendré des dépenses budgétaires, de sorte qu'il serait inéquitable de laisser l'ensemble des frais à sa charge.

Le demandeur conclut au rejet de cette demande en affirmant que la partie étatique resterait en défaut d'établir en quoi il serait inéquitable de laisser à sa charge les frais non compris dans les dépens. Il souligne, par ailleurs, avoir fait usage de son droit à un recours effectif tel qu'il serait consacré par la CEDH et la Constitution luxembourgeoise et affirme que l'indemnité de procédure ainsi réclamée, laquelle serait excessivement élevée, aurait uniquement pour but de dissuader les justiciables d'entendre leurs moyens devant un tribunal compétent.

Aux termes de l'article 33 de la loi du 21 juin 1999 précitée « *lorsqu'il paraît inéquitable de laisser à la charge d'une partie les sommes exposées par elle et non comprises dans les dépens, le juge peut condamner l'autre partie à lui payer le montant qu'il détermine* ».

Au regard du caractère inéquitable visé par la loi conditionnant directement l'allocation d'une indemnité de procédure, il y a lieu de prendre en considération les éléments tenant directement à l'issue du litige et au caractère bien, sinon mal fondé des moyens et arguments invoqués de part et d'autre¹⁶.

Ainsi, s'il est vrai, tel que l'affirme à juste titre la partie étatique, que les conditions en vue de l'allocation d'une indemnité de procédure sont remplies si un demandeur n'a présenté que des moyens manifestement non fondés¹⁷, il convient toutefois de souligner qu'en l'espèce, bien que les moyens soulevés ont déjà partiellement été tranchés à de maintes reprises par les juridictions administratives, le demandeur a également fait état de moyens qui

¹⁵ Trib. adm., 23 mars 2005, n° 18825 du rôle, Pas. adm. 2019, V° Procédure contentieuse, n° 1069 et les autres références y citées.

¹⁶ Cour adm. 13 février 2007, n° 22258C du rôle, Pas. adm. 2019, V° Procédure contentieuse, n° 1079.

¹⁷ Voir en ce sens Cour adm. 16 décembre 2014 n° 35094C du rôle, Pas. adm. 2019, V° Procédure contentieuse, n° 1100.

ne sont pas dénués de tout fondement, tel que l'indication erronée en ce qui concerne une des bases légales reprises dans l'arrêté ministériel litigieux, de sorte que la demande en question est à rejeter pour ne pas être fondée.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, troisième chambre, statuant contradictoirement ;

se déclare incompétent pour connaître du recours principal en réformation ;

déclare le recours subsidiaire en annulation irrecevable pour autant qu'il est dirigé contre la décision ministérielle du 6 juillet 2017 ;

le déclare recevable pour le surplus ;

au fond, le déclare non justifié et en déboute ;

rejette les demandes en allocation d'une indemnité de procédure formulées de part et d'autre ;

condamne le demandeur aux frais et dépens.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 27 octobre 2020 par :

Thessy Kuborn, vice-président,
Géraldine Anelli, juge,
Alexandra Bochet, juge,

en présence du greffier Judith Tagliaferri.

s. Judith Tagliaferri

s. Thessy Kuborn

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 27 octobre 2020
Le greffier du tribunal administratif